ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

QUATRIÈME COMMISSION

SOIXANTE ET ONZIÈME SESSION, 21E SÉANCE – APRÈS-MIDI

Quatrième Commission: l'Office des Nations Unies pour les réfugiés palestiniens tire la sonnette d'alarme face à la dégradation de leur situation dans toutes ses zones d'activités

Confronté à un déficit financier structurel, l'UNRWA réclame un financement stable et durable

« L'UNRWA a aujourd'hui la responsabilité de tirer la sonnette d'alarme au nom de la communauté des réfugiés palestiniens qui sombre dans les abysses sous notre regard », a prévenu cet après-midi devant la Quatrième Commission chargée des questions politiques spéciales, le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA). M. Pierre Krähenbühl, qui présentait son rapport annuel d'activité, s'est livré à un vibrant plaidoyer pour que la communauté internationale se soucie du sort des quelque 5,3 millions de réfugiés palestiniens, du fait qu'ils vivent, à son avis, dans les pires conditions depuis 1948, qu'aucune solution politique ne se dessine à l'horizon, et que toute une nouvelle génération de Palestiniens grandit sans illusion quant à la perspective d'une amélioration de leur situation en général, et de la réalisation d'un État palestinien indépendant, vivant côte à côte avec Israël en paix et en sécurité. Il a également plaidé pour que l'Assemblée générale trouve les moyens de stabiliser financièrement l'Office qui connaît un déficit structurel de l'ordre de 74 millions cette année.

Lors du dialogue interactif qui a précédé le débat général, la représentante d'Israël a reproché à l'Office d'assumer un rôle de plaidoyer au nom des réfugiés palestiniens et a regretté que ce rôle se limite en général à pointer du doigt un seul pays: Israël. Elle a également déploré que le rapport de l'UNRWA ne fait aucune mention du rôle « destructeur » du Hamas dans la bande de Gaza qu'il contrôle. Ce parti pris ne sert pas, à son avis, la cause des Palestiniens. Passant en revue les activités de son gouvernement en faveur des réfugiés palestiniens, la représentante d'Israël a rappelé que son pays participait au Mécanisme pour la reconstruction de Gaza en permettant l'acheminement de tonnes de matériaux de construction dans ce territoire. De

surcroît, a-t-elle ajouté, des centaines de poids-lourds chargés de vivres entraînent tous les jours à Gaza en provenance d'Israël.

Dans son rapport, le Commissaire général a fait part du profond sentiment de désespoir et d'insécurité des réfugiés palestiniens qui subissent de plein fouet la situation accablante au Moyen-Orient et sont de plus en plus nombreux à opter pour l'exode, à l'instar des autres populations de la région. En effet, l'Office estime que 120 000 des 560 000 réfugiés palestiniens vivant en Syrie ont actuellement quitté le pays souvent vers le nord, l'Égypte ou l'Europe, après la fermeture des frontières des pays voisins.

D'autre part, a-t-il estimé, les risques de radicalisation des jeunes de la région sont bien réels: à ce jour quelques jeunes palestiniens ont rejoint les rangs de Daech, ce qui a incité le Commissaire général à lancer un appel à la communauté internationale à faire le nécessaire pour atténuer le sentiment de désespoir et d'insécurité ressenti par ces réfugiés.

En Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, l'occupation militaire israélienne, que M. Krähenbühl a définie comme « un incubateur puissant de la haine et de l'extrémisme » définit la vie publique et privée, a-t-il dit, en citant, à ce propos, les incursions militaires, les restrictions de mouvement, les destructions punitives de maisons et, surtout, l'expansion des colonies de peuplement illégales. Quant à la situation à Gaza, où « personne n'est à l'abri du refus de ses droits et de sa dignité », les conséquences du blocus israélien et des conflits successifs font qu'aujourd'hui 930 000 personnes y dépendent de l'aide internationale et le taux de chômage y dépasse 60% chez les jeunes, a-t-il précisé. S'il est impossible à son avis de quantifier le bilan humain de l'occupation, le bilan économique est, en revanche, alarmant. Le Commissaire général a fait état de pertes économiques annuelles liées à l'occupation de l'ordre de 6,8 milliards de dollars à Gaza et en Cisjordanie, un montant qui dépasse largement les sommes reçues au titre de l'aide humanitaire et de développement, tous donateurs confondus, a-t-il précisé.

Suite à cet exposé, le représentant israélien a souligné que son pays faisait de son possible pour améliorer la situation humanitaire et les conditions de vie des populations civiles dans la bande de Gaza, tout en assurant la sécurité de ses propres citoyens.

Avec les 5,3 millions de réfugiés palestiniens dont il s'occupe, l'UNRWA prend en charge depuis 66 ans quelque 40% du total des réfugiés à long terme dans le monde, a rappelé l'observatrice de l'État de Palestine. Elle a regretté les problèmes structurels de sous-financement rencontrés par l'UNRWA, qui menacent de réduire ou de suspendre les activités de base de l'Office en termes d'éducation ou de santé, et de programmes sociaux. À ce titre, elle a invité l'Assemblée générale à trouver un « remède durable » et appelé à une augmentation des contributions sur une base pluriannuelle, en faisant remarquer que le modèle de financement basé sur les contributions volontaires n'était pas viable.

Une préoccupation partagée par le représentant de l'Union européenne (UE), qui a rappelé que l'UE allouait près de la moitié du financement du Fonds général de l'UNRWA et près de 33% du total des contributions aux opérations de l'Office. Saluant les efforts et réalisations de la direction de l'Office dans la réduction de son déficit budgétaire tout en maintenant les prestations essentielles, le représentant a invité de nouveaux donateurs à « partager le fardeau financier ». Une douzaine de délégations sont également intervenues pour saluer le remarquable travail accompli par l'UNRWA et demander la mise en place d'un mécanisme de financement durable et prévisible.

En début de séance, le rapporteur du Groupe de travail sur le financement de l'UNRWA, M. Kjetil J. Halvorsen (Norvège,) a présenté son rapport.

La Quatrième Commission achèvera son débat sur la question demain, jeudi 2 novembre.

OFFICE DE SECOURS ET DE TRAVAUX DES NATIONS UNIES POUR LES RÉFUGIÉS DE PALESTINE DANS LE PROCHE-ORIENT

Déclaration liminaire

Le Commissaire général de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), M. PIERRE KRÄHENBÜHL, a affirmé devant la Quatrième Commission que l'Office dont il est en charge a aujourd'hui « la responsabilité de tirer la sonnette d'alarme au nom de la communauté des réfugiés palestiniens qui sombre dans les abysses sous notre regard ».

Replaçant la question des réfugiés palestiniens dans le contexte accablant du Moyen-Orient, M. Krähenbühl a estimé que la communauté internationale avait le devoir de se soucier du sort des quelque 5,3 millions de réfugiés palestiniens compte tenu du fait qu'ils vivent, à son avis, dans les pires conditions depuis 1948, qu'aucune solution politique ne se dessine à l'horizon, et que toute une nouvelle génération de Palestiniens grandit sans illusion quant à la perspective d'une amélioration de leur situation en général, et de la réalisation d'un État palestinien indépendant vivant côte à côte avec Israël en paix et en sécurité.

Le Commissaire général de l'UNRWA a ensuite procédé à un tour d'horizon de la condition des réfugiés palestiniens dans différentes parties de la région. Ainsi, a-t-il précisé, 60% des quelque 560 000 réfugiés palestiniens qui vivaient en Syrie en 2011, au moment du début du conflit, sont aujourd'hui déplacés par les hostilités, et près de 120 000 d'entre eux ont quitté le pays. En outre, a-t-il indiqué, la plupart des camps qui accueillent des réfugiés palestiniens depuis 1948 ont été endommagés et les réfugiés qui s'y trouvent ont du mal à survivre. À Gaza, a-t-il poursuivi, le blocus israélien, qui se traduit notamment par l'absence de liberté de mouvement des réfugiés qui s'y trouvent, ainsi que par un taux de chômage de l'ordre de 60%, et une augmentation frappante du nombre de suicides. « Personne n'est à l'abri du refus de ses droits et de sa dignité à Gaza », a affirmé le Commissaire général, déplorant les restrictions sévères imposées sur les importations et les exportations de Gaza par les autorités israéliennes, qui ont entraîné, a-t-il souligné, un grand nombre de faillites commerciales. À présent, a-t-il poursuivi, 930 000 personnes dépendent de l'aide internationale, ce qui est « honteux » à son avis, étant donné le niveau d'éducation élevé des populations palestiniennes de Gaza. En Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, l'occupation militaire israélienne, que M. Krähenbühl a définie comme « un incubateur puissant de la haine et de l'extrémisme » définit la vie publique et privée. Il a cité, à ce propos, les incursions militaires, les restrictions de mouvement, les destructions punitives de maisons, et, surtout l'expansion des colonies de peuplement illégales. S'il est impossible à son avis de quantifier le bilan humain de cette occupation, le bilan économique est, en revanche, alarmant. Le Commissaire général a fait état de pertes économiques annuelles liées à l'occupation de l'ordre de 6,8 milliards de dollars à Gaza et en Cisjordanie, montants qui dépassent largement les sommes reçues au titre de l'aide humanitaire et de développement, tous donateurs confondus, a-t-il précisé.

Pour le moment, le seul endroit où l'UNRWA peut exercer ses activités normalement est la Jordanie, puisque même au Liban les taux de pauvreté et de chômage élevés des réfugiés posent problème, a-t-il souligné. L'UNRWA y milite en faveur du droit de travail des réfugiés et maintien des relations directes avec les autorités libanaises, a-t-il précisé.

À son avis, les risques de radicalisation des jeunes de la région sont bien réels; à ce jour quelques jeunes Palestiniens ont rejoint les rangs de Daech, ce qui a incité le Commissaire général à lancer un appel à la communauté internationale de faire le nécessaire pour atténuer le sentiment de désespoir et d'insécurité ressenti par les réfugiés palestiniens.

Abordant ensuite les activités de l'Office, M. Krähenbühl a indiqué, qu'outre les activités de base menées par l'Office en matière d'éducation, de santé et de lutte contre la pauvreté, il a dû gérer des opérations d'urgence de grande ampleur pour aider quelque 1,3 million de personnes dans le besoin dans le territoire palestinien occupé et en Syrie. Assimilant ses fonctions à celles d'un prestataire de services gouvernementaux, il a rappelé que l'Office s'occupe de 59 camps, de la scolarisation de 500 000 enfants et joue un rôle d'agent de développement dans ses zones d'activités.

Passant en revue les activités de l'Office, le Commissaire général a précisé que le système éducatif de l'UNRWA avait été évalué par de nombreuses parties prenantes, et la Banque mondiale avait récemment validé sa qualité de son enseignement dans un rapport spécial qui estime, entre autres, que les écoles de l'UNRWA étaient en avance d'un an sur le système scolaire national où l'Office opère.

Le Commissaire général a par ailleurs annoncé avoir pris la décision d'entamer des réformes majeures dans le cadre de sa stratégie à moyen terme 2016-2021 au cours du premier semestre de cette année plutôt que de les échelonner sur toute la période, ce qui démontre, a-t-il dit, la volonté et la solidité de son personnel et la capacité d'adaptation de l'Office.

C'est ainsi que, dans le cadre d'un nouveau programme récemment mis en place en Jordanie, au Liban et en Cisjordanie, la distribution de vivres en gros aux réfugiés les plus vulnérables, en vigueur depuis 1950, a été remplacée par une distribution de « cartes électroniques » à quelque 160 000 réfugiés. Ce changement a été rendu nécessaire, a-t-il précisé, pour permettre une plus grande autonomisation dans le choix de la nourriture, et assurer un moyen plus digne pour les réfugiés de parvenir à la sécurité alimentaire. Il a formé le vœu de voir ce nouveau système permettre la mobilisation davantage de ressources et de couvrir un plus grand nombre de réfugiés souffrant d'insécurité alimentaire. L'UNRWA, a-t-il ajouté, travaille dans des conditions de tensions politiques et sécuritaires qui touchent tous les gouvernements hôtes, ainsi que les autres gouvernements de la région. C'est pourquoi, a-t-il estimé, l'Office doit constamment évaluer l'ampleur et la complexité des défis opérationnels que cette situation impose, invitant l'assistance à en faire de même.

Face aux défis auxquels l'Office est confronté, a-t-il expliqué, la direction de l'UNRWA a pris des mesures énergiques pour contrôler et, si possible, réduire les coûts, démontrant son engagement à diminuer les dépenses au strict minimum sans pour autant réduire les prestations de base. Le rapport spécial de septembre 2015 et la mise à jour de septembre 2016 détaillent, a-t-il dit, les étapes qui ont permis la réduction de « notre déficit de 54 millions de dollars en 2016 », et l'élaboration d'un budget à croissance nulle. Toutefois, la situation financière de l'UNRWA demeure très préoccupante, a-t-il déploré. Il y a un an, cette situation qui a failli retarder la rentrée scolaire et, aujourd'hui, à huit semaines de la fin de l'année, l'Office se retrouve avec un déficit de 74 millions de dollars. Dans ce contexte, le Commissaire général a estimé que l'UNRWA avait besoin « de nouveaux mécanismes » pour repartir sur une base financière plus stable, le système actuel n'étant pas en mesure de garantir un financement prévisionnel nécessaire. Cette situation, a-t-il averti, risque d'accentuer la situation d'instabilité au Moyen-Orient, et de remettre en question les excellents résultats obtenus au fil des décennies, en matière de développement humain au profit des réfugiés palestiniens. Il a, à cet égard, invité l'Assemblée générale, qui a créé l'UNRWA et son mandat, à trouver les moyens de stabiliser financièrement l'Office.

Dialogue interactif

Le représentant d'Israël a rappelé que son pays appuyait les activités humanitaires de l'UNRWA. Il reproche toutefois au rapport de donner une description déséquilibrée des problèmes rencontrés par les Palestiniens. Par ailleurs, Israël part du principe que l'UNRWA n'a pas mandat de plaider au nom des Palestiniens et regrette que ce rôle se limite en général à

pointer du doigt un seul pays: Israël, a précisé le représentant, qui ne pense pas d'ailleurs que cela serve la cause des Palestiniens.

Quant au rapport, a-t-il estimé, il ne répond pas aux interrogations relatives au personnel de l'Office, qui incite à la violence sur les réseaux sociaux. Une agence qui appelle à la responsabilisation devrait faire preuve de plus de transparence et éviter que de tels incidents se reproduisent, a-t-il dit.

Pour ce qui est de la situation sécuritaire, il a regretté que le rapport ne désigne pas le responsable des tirs de roquettes sur Israël, à savoir le Hamas. Pourquoi l'UNRWA refuse de parler du Hamas et de ce qu'il fait?, s'est-il demandé. Il a imputé d'ailleurs la situation terrible à Gaza au fait que ce territoire est sous le contrôle du Hamas et a dit regretter que le rapport ne fasse pas cas des efforts israéliens pour la reconstruction de Gaza. Les auteurs du rapport doivent être conscients des confiscations de matériaux importés par l'Office par le Hamas pour construire des tunnels, a-t-il lancé au Commissaire général, ajoutant qu'on ne pouvait pas reprocher à Israël de vouloir se protéger.

Pour ce qui est de la mention dans le rapport relative au camp de réfugiés de Yarmouk, en Syrie, qui était privé d'aide humanitaire, il a regretté que le rapport ne précise pas que ce camp était assiégé par le Gouvernement syrien. S'agissant des enlèvements des membres du personnel de l'Office en Syrie et de ceux qui y sont morts, le représentant israélien ne comprend pas pourquoi le rapport n'est pas clair sur les responsables de ces actes. « Un seul État Membre de l'ONU doit-il rendre des comptes, ou ne s'agit-il pas plutôt de tous? » a-t-il lancé en conclusion à la salle.

Pour l'observatrice de Palestine, les activités de l'Office font intrinsèquement partie de la responsabilité de l'ONU vis-à-vis des réfugiés palestiniens et cela tant qu'il n'y aura pas de solution juste et durable à ce conflit. Elle a déploré le sous-financement structurel de l'UNRWA qui entrave ses capacités de venir en aide aux réfugiés palestiniens, alors même que leurs besoins augmentent compte tenu de l'instabilité dans la région. Suite à la dégradation de la situation dans la région, de plus en plus de réfugiés la quittent, à l'instar des exodes vers l'Europe constaté dans d'autres pays voisins, a-t-elle noté, avant de demander des statistiques actualisées sur ce point.

Le représentant de l'Égypte a demandé en quoi l'Office contribuait à la réalisation des objectifs de développement durable, qui s'appliquent aussi aux segments vulnérables de la population, dont les réfugiés. Pour ce qui est des difficultés financières de l'Office, il a demandé des informations sur sa stratégie immédiate.

La représentante de la Malaisie a demandé plus de détails sur la situation des réfugiés palestiniens qui vivent dans les camps en Syrie. Que fait l'UNRWA pour leur apporter les services de base les plus élémentaires?, a-t-elle souhaité savoir.

Le Commissaire général de l'Office a reconnu que le plaidoyer ne faisait pas partie du mandat de l'Office, qui porte sur la protection des réfugiés palestiniens. À ce titre, a-t-il dit, l'Office aborde les questions importantes ayant trait aux droits des réfugiés en priorité auprès des gouvernements responsables sur le terrain. Ce rôle implique donc des éléments de plaidoyers pour sensibiliser à certaines questions, a-t-il indiqué. Il a également reconnu qu'en 2015 il y avait eu une centaine d'allégations concernant des incitations à la violence par le personnel de l'Office sur les réseaux sociaux et a assuré qu'il y avait eu des enquêtes sur chacune d'elles. En 2016, il n'y en a eu qu'une dizaine ce qui prouve, selon lui, l'efficacité des mesures mises en place pour lutter contre ce genre de comportement du personnel de l'UNRWA.

Pour ce qui est des critiques formulées au rapport, notamment le fait qu'il ne mentionne pas le Hamas, le Commissaire général a précisé qu'il n'avait aucun problème à le citer quand nécessaire dans la mesure où son approche se fonde sur le droit international qui s'applique à tous. Le Commissaire général pense, d'ailleurs, être le seul représentant des Nations Unies à avoir condamné des tirs de roquettes palestiniens. Il a également affirmé avoir pris au sérieux les allégations de vols de matériaux par le Hamas, et y a donné suite, en demandant notamment s'il existait des preuves que le matériel importé par l'UNRWA a été utilisé pour la construction de tunnels. La réponse a systématiquement été non, a-t-il dit, se disant prêt à aborder de nouveau cette question si nécessaire.

Par rapport aux critiques « non justifiées » aux yeux d'Israël relatives à la reconstruction de Gaza, il rappelle avoir dit que le verre était à moitié plein, en justifiant les retards, d'une part, par le fait que les fonds promis à la Conférence du Caire à cette fin n'avaient été que partiellement versés et, d'autre part, en raison des difficultés liées aux importations de certains matériaux considérés à double usage par Israël. « Il ne s'agit pas d'une opinion, mais d'un fait », tout comme les restrictions de mouvement imposées aux jeunes palestiniens, a-t-il ajouté.

Le Commissaire général a maintenu sa position sur le fait que le blocus de Gaza constituait une punition collective en dépit des raisons sécuritaires invoquées par Israël, en rappelant qu'en tant que Puissance occupante, Israël avait des obligations à remplir vis-à-vis de la population en vertu du droit international. Il a également souligné qu'il n'avait jamais hésité à prendre position par rapport au Gouvernement syrien. Il est par ailleurs revenu sur le coût humain pour l'Office à Gaza et en Syrie, expliquant qu'il ne s'agissait pas d'accuser les uns ou les autres, et qu'en Syrie les responsabilités étaient partagées entre le gouvernement et les groupes armés

En réponse à la représentante de la Palestine, il a affirmé que, selon les estimations de l'Office, 120 000 des 560 000 Palestiniens vivant en Syrie avaient fui le pays, essentiellement vers le nord et l'Égypte, suite à la fermeture des frontières par le Liban. L'instabilité au Moyen-Orient se répand et cette tendance pourrait s'aggraver à l'avenir si les causes sous-jacentes des conflits ne trouvent pas de solution, a averti M. Krähenbühl. Il a appelé les pays européens à en tenir compte : « Si les Palestiniens continuent à avoir un avenir bouché, le nombre de réfugiés palestiniens en Europe augmentera », a-t-il estimé.

Pour ce qui est du rôle de l'Office dans la promotion des objectifs de développement durable, le Commissaire général a rappelé sa responsabilité première en matière d'éducation et de santé. Il a également indiqué que l'Office cherchait à élargir sa base de donateurs et à engager de nouveaux partenaires comme la Banque mondiale, et des pays comme les pays du Golfe, l'Inde, la Chine, le Brésil et la Corée.

En ce qui concerne la question de la Malaisie, il a expliqué que 60% des réfugiés palestiniens qui sont toujours en Syrie sont des personnes déplacées et que les principaux efforts de l'Office s'y portent sur l'éducation.

Reprenant la parole, le représentant d'Israël a tenu à apporter quelques corrections. Il a regretté d'avoir avancé un chiffre erroné pour les membres du personnel enlevé et tué de l'Office en Syrie. En ce qui concerne les limitations de mouvement, il a précisé avoir parlé de limitations de mouvement du personnel de l'Office, et non pas de celles des jeunes palestiniens. Il a également affirmé n'avoir pas reçu de réponses à plusieurs questions, et a dit ne pas partager la position de l'Office par rapport à ses activités de plaidoyer au nom des Palestiniens, estimant qu'on « les entend le plus dans chaque agence onusienne », et que le rôle de l'UNRWA est de leur venir en aide.

M. Krähenbühl s'est, par ailleurs, dit disposé à avoir un dialogue avec les autorités israéliennes sur ces questions.

Débat général

Mme FEDA ABDELHADY-NASSER (Palestine) a rappelé que, durant toutes ces années, l'immense majorité des réfugiés de Palestine étaient restés proches de leur terre d'origine en attendant une solution juste à leur sort, mais que, les conditions s'étant dégradées, les conflits s'étant intensifiés, et la pauvreté accentuée, nombreux avaient été contraints de quitter la région, d'où le profond sens de désarroi et d'insécurité qui les anime désormais.

Elle a réaffirmé sa reconnaissance au personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) pour avoir contribué à remplir le mandat de l'Office dans des conditions très difficiles, au quotidien, parfois au risque de leur vie, en apportant une assistance en termes de besoins fondamentaux et en aidant les réfugiés à préserver leur dignité. Cela inclut 30 000 membres du personnel national, a-t-elle précisé, parmi lesquels des réfugiés de Palestine qui ont aidé leurs frères en tant qu'enseignants, médecins, infirmiers et travailleurs sociaux notamment. « Ces gens prouvent que les réfugiés ne doivent pas être perçus comme un fardeau, mais comme des agents du bien », a-t-elle déclaré.

La représentante a rappelé que les réfugiés de Palestine, au nombre de 5,3 millions, constituaient près de 25% de la population mondiale de réfugiés, plus de 40% de la population de réfugiés à long terme et que la crise des réfugiés palestiniens était la crise la plus durable de l'époque contemporaine.

Elle a noté qu'avec le soutien de la communauté internationale, l'UNRWA avait aidé à soulager les difficultés rencontrées par les réfugiés de Palestine par divers moyens, dont l'éducation, la santé, les programmes d'assistance de micro-financement, et les aides d'urgence en période de crise, ce qui avait offert des opportunités de développement et constitué une véritable « bouée de sauvetage ». Elle a cité en exemple, le contexte désastreux des conflits en Syrie et son empiètement au Liban et en Jordanie, mais également la situation dans les territoires occupés où les brutalités de l'occupation israélienne et le blocus israélien dans la Bande de Gaza avaient « gravement affecté » la communauté des réfugiés.

Les conflits armés ne justifient en aucun cas une violation du droit humanitaire international, a-t-elle poursuivi, en rappelant que sa délégation attendait toujours que les responsabilités soient établies dans le cadre des « graves violations » commises par Israël durant les attaques sur Gaza en 2014, qui ont endommagé des infrastructures de l'UNRWA, y compris des écoles qui abritaient des civils, causant la mort et la destruction.

La représentante a regretté les problèmes structurels de sous-financement rencontrés par l'UNRWA et les crises financières récurrentes qui menaçaient à tout moment de réduire ou interrompre les activités centrales de l'Office en termes d'éducation ou de santé, ainsi que ses programmes sociaux. À ce titre, et en remerciant au passage les pays qui apportent leurs contributions, elle a invité l'Assemblée générale à trouver un « remède durable » et appelé à une augmentation des contributions sur une base pluriannuelle, en faisant remarquer que le modèle de financement basé sur les contributions volontaires n'était pas viable.

« C'est dans cet esprit qu'un projet de résolution sur les opérations de l'UNRWA, qui sera présenté prochainement à la Quatrième Commission, appelle le Secrétaire général à lancer des consultations élargies afin d'explorer tous les moyens pour assurer que le modèle de financement de l'Office soit suffisant, prévisible et durable », a-t-elle conclu.

M. DOUGLAS NICOMEDES ARCIA VIVAS (Venezuela) a estimé, au nom du Mouvement des pays non alignés (NAM), préoccupante la persistance du déficit financier de 74 millions de dollars en 2016 de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les Réfugiés

Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) qui salue, à son avis, les efforts de promotion du développement humain et de réponse aux besoins des réfugiés. Il a tenu à rappeler, à cet égard, que l'UNRWA, avec un personnel de 30 000 personnes, constituait l'un des programmes les plus importants des Nations Unies destiné à 5,24 millions de réfugiés palestiniens. Il a salué le précieux travail de l'Office en matière d'assistance et le dévouement de son personnel au service des réfugiés palestiniens dans tous les domaines d'activité. Le mandat et le rôle de l'UNRWA demeurent essentiels jusqu'à la réalisation d'une solution juste et durable à la situation critique des réfugiés palestiniens, y compris leur droit au retour et à une compensation juste, sur la base de la résolution de l'Assemblée générale de l'ONU, a-t-il estimé.

Le représentant a, par ailleurs, estimé qu'Israël continuait d'influer négativement sur la vie quotidienne des jeunes et des résidents des camps de réfugiés palestiniens, entravant leur liberté de travailler et leurs moyens de subsistance. Cette situation désastreuse a été exacerbée, a-t-il indiqué, par le conflit armé en Syrie. Il a également déploré la situation catastrophique à Gaza imputable, à son avis, au blocus imposé depuis près de 10 ans par Israël, qui, a-t-il précisé, a sérieusement affecté l'ensemble de la population civile palestinienne, en grande partie composée de réfugiés, entravant l'aide humanitaire et la reconstruction de milliers de logements détruits, et restreignant la liberté de mouvement. En conclusion, il a réaffirmé le soutien indéfectible du Mouvement aux efforts déployés par l'UNRWA pour prêter assistance aux réfugiés palestiniens dans un contexte difficile. Il a également appelé de nouveau à l'intensification des efforts de la communauté internationale, en particulier le Conseil de sécurité pour faire face à l'actuelle crise humanitaire et politique, réduire les tensions et aider à promouvoir des négociations de paix crédibles sur la base de paramètres clairs et d'un calendrier précis, pour parvenir à une solution mettant fin à toute l'occupation israélienne des territoires palestiniens, y compris Jérusalem-Est, sur les frontières de 1967.

M. PIERRE-CHRISTOPHE CHATZISAVAS (Union européenne) a déploré qu'aujourd'hui encore l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les Réfugiés (UNRWA) se retrouve face à une crise financière, similaire à celle de l'année dernière. Tout en soulignant le rôle crucial de l'UNRWA dans la région, il s'est déclaré en faveur de la consolidation financière de l'Office, en exhortant les bailleurs de fonds à partager le fardeau. Le soutien n'est pas destiné uniquement à l'Agence, mais aux réfugiés palestiniens, a-t-il rappelé, précisant que l'UE et ses États membres demeurent les plus importants fournisseurs de l'assistance internationale aux réfugiés palestiniens. Ensemble, a-t-il précisé, nous contribuons à près de la moitié de tous les donateurs au budget du programme de l'UNRWA, soit 265 millions de dollars, et près de 33%, soit 382 millions de dollars de l'ensemble des contributions des opérations de l'Office.

Le représentant de l'UE a exhorté l'Office à entreprendre davantage d'initiatives pour sécuriser le budget et la stabilité financière sur le moyen terme et assurer que les prestations touchent les plus vulnérables parmi les réfugiés palestiniens. La situation humanitaire déplorable à Gaza alimente l'instabilité générale et constitue un terreau fertile pour un nouveau conflit, a-t-il averti. Il a par ailleurs invité de nouveau Israël à mettre fin au blocus qu'il impose sur ce territoire et à lever les restrictions sur la circulation des populations, y compris les représentants de la communauté internationale, des biens et services, notamment ceux désignés comme à double usage, et nécessaires pour la reconstruction. Il a par ailleurs appelé les deux parties à promouvoir des mesures de confiance, saluant, dans ce contexte, la signature, le 13 septembre dernier, de l'Accord israélo-palestinien pour l'approvisionnement en électricité. De même, il a appelé à l'arrêt de l'intensification de l'armement illicite par le Hamas et d'autres groupes, affirmant que le respect des droits de l'homme et du droit international humanitaire par les États et les acteurs non étatiques, y compris la reddition de comptes, était un impératif pour la paix et la sécurité dans la région. Il a souligné, par ailleurs, l'impact de la crise syrienne sur les réfugiés palestiniens et le personnel de l'UNRWA et condamne les graves violations continues et systématiques des droits de l'homme et du droit humanitaire international par toutes les parties, particulièrement par le régime syrien et ses alliés. L'Union européenne, a-t-il ajouté, est consciente des efforts considérables déployés par les pays de la région consécutifs à l'afflux des réfugiés en provenance de Syrie, et continuera à les soutenir. En conclusion, il a fait part de

l'engagement de l'UE à soutenir l'action de l'UNRWA jusqu'à la conclusion d'un règlement global et définitif du conflit.

Pour Mme SONIA ISHAQ SUGHAYAR (Jordanie), l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés dans le Proche-Orient (UNRWA) est un facteur de stabilité dans une région balayée par des conflits et des crises récurrentes. La Jordanie, a-t-elle poursuivi, soutient les efforts de l'Office dans sa recherche de fonds nécessaires à la mise en œuvre de son programme de réformes et stratégies, y compris son plan 2016-2021 sur le moyen terme. De même, elle a encouragé l'Office à renforcer les partenariats avec les institutions financières internationales et le secteur privé, ainsi qu'avec les organisations de la société civile. Elle a, en outre, salué le rôle joué par les pays donateurs et leurs soutiens aux réfugiés palestiniens, appelant la communauté internationale à assumer sa responsabilité et à identifier des sources de financement alternatives pour garantir le financement durable de l'Office afin qu'il puisse honorer son mandat. Elle a, par ailleurs, indiqué qu'il est erroné de dire que c'est l'UNRWA qui entrave la paix ou le règlement de la question des réfugiés palestiniens, mais bien Israël, à travers sa politique de poursuite de la colonisation et de privation des droits légitimes des Palestiniens. Il est dès lors nécessaire, a-t-elle conclu, de ne pas lier le financement de l'UNRWA aux complexités politiques liées au conflit israélo-palestinien et d'insister, plutôt, a-t-elle dit, sur le rôle humanitaire que joue l'Office.

Mme YUMAIRA COROMONTO RODRIGUEZ SILVA (Venezuela) a salué l'action « inestimable » de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) au service du peuple palestinien. Tout en appelant la communauté internationale à maintenir son soutien envers l'agence, elle a également exhorté les États Membres à continuer de condamner les « pratiques scandaleuses » d'Israël dans les territoires occupés et à Gaza. « La cessation de la politique de colonisation illégale, de la dépossession des terres et de la construction du mur de la honte doit faire, non seulement l'objet de résolutions pertinentes de la part de l'Assemblée générale, mais aussi d'une résolution du Conseil de sécurité », a-t-elle estimé. Ce même Conseil, a poursuivi la déléguée, se rend coupable, par son silence, de complicité avec ces pratiques illégales et perpétue l'impunité de la puissance occupante. « Le Venezuela refuse impérativement de prendre part à cette entreprise de destruction de la Palestine », a déclaré la déléguée, tout en soutenant les efforts du Quatuor pour le Moyen-Orient en vue de parvenir à une solution des deux États « juste et pacifique ».

M. AHMED ELSHANDAWILY (Égypte) a souligné l'importance des travaux réalisés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) au cours de l'année écoulée. Sur cette période, a-t-il précisé, l'UNRWA a en effet permis de scolariser plus de 500 000 enfants, tout en donnant accès à des soins de santé de base à plus de neuf millions de personnes. L'Office, a poursuivi le représentant, a également apporté une assistance sociale, sous forme d'aide financière ou alimentaire, à près de 300 000 personnes.

Eu égard à ce bilan, le représentant a appelé à ne pas sous-estimer la portée des activités de l'Office. « Non seulement une éducation de qualité constitue la base d'un développement solide, mais elle apporte également à la jeunesse palestinienne une dose d'espoir bienvenue pour faire face à la dure réalité à laquelle elle est chaque jour confrontée », a-t-il dit, soulignant que l'éducation est, en outre, la première ligne de défense contre l'extrémisme.

Étant donné le rôle important de l'UNRWA, en matière humanitaire comme en matière de développement, le délégué égyptien a appelé la communauté internationale à intensifier son soutien financier envers l'Office, notant avec préoccupation le déficit budgétaire de l'UNRWA pour 2016, d'un montant de 74 millions de dollars. De plus, le représentant a insisté sur la nécessité pour l'UNRWA de bénéficier de ressources budgétaires « prévisibles et durables ». À cette fin, il a plaidé en faveur d'un soutien budgétaire accru de l'ONU envers l'Office, qui s'est par ailleurs efforcé de renforcer l'efficacité de ses opérations.

En tant que Président du Comité spécial chargé d'enquêter sur les pratiques israéliennes affectant les droits de l'homme du peuple palestinien et des autres Arabes des territoires occupés, M. SONALI SAMARASINGHE (Sri Lanka) a déclaré qu'il était profondément préoccupé par la situation des droits de l'homme dans cette région particulièrement instable et du sort des femmes et des enfants palestiniens qui souffrent de la violence et de l'humiliation. Ces populations font face à des défis, comme le manque d'opportunités à l'éducation, le chômage, la violence sexiste, la pauvreté et le manque d'accès aux soins. Le bilan physique et mental sur les Palestiniens est horrible, et c'est un témoignage de leur résilience que les Palestiniens dans ces régions s'accrochent à leur espoir d'un avenir meilleur, a-t-il précisé. Ce semblant d'espoir vient, à son avis, du travail du personnel de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient.

Le représentant a estimé, par ailleurs, que les réfugiés palestiniens qui fuient le conflit en Syrie ne doivent pas être refoulés. Il s'est également dit inquiet du fait que l'année dernière, l'Office a fait face à sa crise financière la plus grave de son histoire. Une agence sous-financée ne fera qu'aggraver la crise humanitaire et risque de menacer le bon travail accompli au service du peuple palestinien, a-t-il estimé. Le manque de financement et les obstacles au travail de l'Office comme une force de stabilisation dans la région posent une menace grave à la paix et à la sécurité internationales dans cette région, a-t-il précisé, en lançant un appel à la communauté internationale pour accroître son appui et ses contributions pour que l'Office puisse continuer son travail.

Mme MERAV HORSANDI (Israël) a regretté que, dans la période considérée, l'UNRWA n'ait, une nouvelle fois, pas réussi à respecter les principes d'information équilibrée et de neutralité exigés de tous les organes des Nations Unies. La représentante s'est ainsi déclarée préoccupée par les prises de positions politiques de l'UNRWA qu'elle a qualifiées d'« illégitimes », notamment celles du porte-parole de l'Agence. Elle a jugé qu'il n'était pas fait état du rôle « destructeur » du Hamas dans la bande de Gaza qu'il contrôle.

Même lorsque le Hamas a mis en danger la vie de civils palestiniens et commis des crimes de guerre en utilisant des zones civiles pour viser des citoyens israéliens, en particulier des écoles de l'UNRWA, les informations et les déclarations diffusées par l'Agence « évitaient de mentionner le nom du Hamas », a-t-elle déploré. En revanche, a-t-elle poursuivi, les employés de l'UNRWA sont « prompts à condamner Israël » alors même que cet État aide l'Office à faire face aux défis humanitaires qu'il rencontre dans la bande de Gaza.

Israël, a insisté la déléguée, fait son possible pour améliorer la situation humanitaire et les conditions de vie des populations civiles dans la bande de Gaza, tout en assurant la sécurité de ses propres citoyens. Il participe également au Mécanisme pour la reconstruction de Gaza en permettant l'acheminement de tonnes de matériaux de construction dans ce territoire. De surcroît, a-t-elle ajouté, des centaines de poids lourds chargés de nourriture entrent chaque jour à Gaza en provenance d'Israël via le point de passage de Kerem Shalom et cette capacité pourrait être portée à 1 000 poids lourds par jour.

Si la coopération entre le Gouvernement israélien et l'UNRWA est « à peine mentionnée » dans le rapport de l'Agence, il y est beaucoup question de Gaza et de la Cisjordanie, mais nettement moins de la « situation désespérée » des réfugiés palestiniens fuyant la Syrie, a encore observé la déléguée. Ce déséquilibre atteste, selon elle, du « manque d'attention portée à 60% des bénéficiaires de l'UNRWA ».

M. JUAN SANDOVAL MENDIOLEA (Mexique) a rappelé l'importance du travail effectué par l'UNRWA dans le Proche-Orient en faveur des réfugiés de Palestine, notamment en Jordanie, au Liban, en Syrie, dans la bande de Gaza, en notant que ce travail humanitaire était particulièrement significatif en Syrie où la crise actuelle avait des incidences graves pour 1,2 million de réfugiés palestiniens dans ce pays et les territoires occupés. À ce titre, a-t-il

précisé, ma délégation déplore les nombreuses victimes au sein de la population civile, les milliers de personnes déplacées, ainsi que la destruction d'infrastructures comme les hôpitaux, les écoles et les installations des Nations Unies, qui compliquent la mise en œuvre des programmes de l'Office. Il a qualifié la crise humanitaire comme « une des plus graves du XXI^e siècle » et estimé qu'il était de la responsabilité collective des États Membres de trouver une solution rapide au conflit et de parvenir à la paix durable au Proche-Orient. Se référant aux déficits qui menacent la situation financière de l'UNRWA et mettent en péril ses programmes sur le terrain, le représentant a réaffirmé la détermination de sa délégation à fournir une contribution financière de 250 000 dollars en 2016.

Mme AMÉRICA LOURDES PEREIRA SOTOMAYOR (Équateur) a souligné les efforts déployés par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient et le « courage extraordinaire » de son personnel, qui travaille dans des circonstances difficiles, en l'absence de la sécurité que devraient octroyer l'immunité et le droit international. La représentante a rappelé que le travail de l'UNRWA sur le plan économique et en faveur de l'éducation en Jordanie, au Liban ou dans les territoires palestiniens occupés confirmait le rôle essentiel de l'Office en tant que facteur de stabilité. Face à l'augmentation spectaculaire des déplacements forcés, elle a déploré la réticence de certains pays à accueillir des migrants voulant trouver refuge, notant que l'Équateur connaissait bien ce problème car il avait accordé le statut de réfugié à 60 000 personnes, dont 80% d'origine colombienne. « Aucune d'entre elles ne vit dans des camps ou derrière des barbelés », a-t-elle déclaré. Elle a appelé à trouver une solution pour un financement de l'UNRWA prévisible et régulier en saluant les donateurs qui avaient permis de combler le déficit de 120 millions de dollars. « La paix n'est pas seulement l'absence de guerre, mais la présence de justice, de dignité et de développement », a-t-elle déclaré, en regrettant que l'absence de volonté politique et l'indifférence générale compromettent la solution des deux États.

M. WONGSAKORN CHAICHANA (Thaïlande) a rappelé le rôle inestimable de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), qui apporte une aide humanitaire à plus de cinq millions de personnes, à Gaza, en Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, en Jordanie, au Liban et en Syrie. Il a également salué le dévouement du personnel de l'UNRWA qui, par le biais des soins sanitaires, de l'éducation de base et des programmes de formation qu'il dispense, comble non seulement les besoins humanitaires de base mais contribue également au développement personnel et favorise la résilience de ces populations. Après avoir déploré les attaques délibérées contre des membres du personnel de l'UNRWA, le représentant a exprimé sa préoccupation s'agissant de la situation financière de l'Office, notamment dans le contexte des crises financières récurrentes, qui menacent la capacité de l'UNRWA à promouvoir le développement humain et à répondre aux besoins des réfugiés de Palestine. Le représentant a invité les États Membres à poursuivre leurs efforts en vue de financer l'Office.

Soulignant le rôle crucial que joue l'UNRWA en fournissant des services vitaux à plus de cinq millions de réfugiés palestiniens au Proche-Orient, M. AHMED BIN DESMAL ALMEHAIRI (Émirats arabes unis) a exhorté la communauté internationale à maintenir son assistance à cette agence de l'ONU et élargir la base des donateurs. Il a précisé que, pour leur part, son pays continuerait à soutenir l'UNRWA au travers de sa contribution annuelle volontaire de 1,8 million de dollars au budget opérationnel des programmes de l'agence.

Le représentant a ajouté que, compte tenu de l'importance que représente l'éducation pour un demi-million d'écoliers et d'étudiants réfugiés en Palestine et dans les pays voisins, son pays contribuerait à hauteur de 15 millions de dollars aux projets éducatifs de l'UNRWA pour la période 2016-2017, après avoir versé 5 millions de dollars à ce titre en 2015. Il a également rappelé que, cette même année, les Émirats arabes unis avaient fourni 15 millions de dollars à l'Agence, alors qu'elle traversait de graves difficultés financières.

À l'intention des organes d'information • Document non officiel.